SYNTHÈSE DES 79e ASSISES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
DU 16 AU 18 JUILLET 2017
À KAMPALA, EN OUGANDA

THÈME : EXPLOITER LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) POUR ACCÉLÉRER L'ACCÈS DURABLE À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS

Préambule

L'Association africaine de l'eau (AAE) est une association professionnelle d'établissements, d'entreprises et d'opérateurs exerçant dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement en Afrique. L'AAE compte plus de 100 sociétés membres dans 40 pays en Afrique. Dans le cadre de son mandat visant à renforcer les échanges d'idées et des développements récents dans l'industrie de l'eau et de l'assainissement, l'AAE organise chaque trimestre des assises du Conseil scientifique et technique (CST).

La Société nationale de l'eau et de l'assainissement (NWSC) a organisé les79e Assises du Conseil scientifique et technique (CST) de l'Association africaine de l'eau (AAE) ainsi que la Réunion du Conseil exécutif du 16 au 18 juillet 2017 au Centre international de ressources de la NWSC à Kampala.

Les 79e Assises ont rassemblé des PDG et des technocrates de divers services publics de l'eau en Afrique, ainsi que d'autres parties prenantes clés, et ce, en vue de réfléchir aux priorités stratégiques du secteur de l'eau en Afrique dans le cadre du thème « Exploiter les technologies de l'information et de la communication pour accélérer l'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour tous ». La NWSC a également organisé la réunion du Conseil exécutif le 19 juillet 2018 au Centre international de ressources.

PREMIÈRE JOURNÉE

SESSION D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture des 79e Assises du CST s'est tenue en la présence du ministre d'État ougandais de l'Eau, l'Honorable Ronald Kibuule, officiant en qualité de président de la cérémonie. Après le chant des hymnes, la prière d'ouverture et les présentations par les clubs de l'École de l'eau et de l'assainissement (SWAS), plusieurs discours ont été prononcés.

Tout d'abord, Mme Jennifer Musisi, Directrice administrative de l'Autorité de la ville capitale de Kampala (KCCA), a souhaité la bienvenue à Kampala à la délégation, en indiquant que c'était un privilège pour la ville d'organiser les Assises du CST de l'AAE, une instance pour laquelle elle a une grande estime, car elle rassemble des Africains visant à trouver des solutions pour transformer le secteur de l'eau et de l'assainissement. Mme Musisi a souligné que les Africains détenaient eux-mêmes ces solutions. Elle a également félicité la NWSC pour l'initiative SWAS, en mentionnant que les décisions et les politiques formulées affecteraient les enfants et, par conséquent, qu'il était impératif de les inclure dès le plus jeune âge. Elle a terminé en invitant les participants à profiter des paysages, des sonorités et des goûts de Kampala.

Ensuite, Dr Papa Samba Diop, Président du CST de l'AAE, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié l'Ouganda d'accueillir le CST, en saluant particulièrement Son Excellence, le Président de l'Ouganda, ainsi que la NWSC. Il a aussi remercié le Président du Conseil et le Directeur général de la NWSC, félicitant ce dernier pour l'important travail qu'il effectuait en Afrique orientale. Il a remercié les membres de l'AAE de leur participation continue au CST et a reconnu l'amélioration constante de l'AAE, laquelle atteint des sommets avec l'aide des organisations membres.

Dr Papa Samba a exprimé sa gratitude aux membres et les a remerciés de la confiance qu'ils lui ont accordée en 2017 pour gérer le bureau pendant les deux prochaines années.

En outre, il a expliqué que le CST suivait une feuille de route claire, avec l'orientation générale de l'ancien président.

Il a également souligné à l'assemblée que le CST avait un rôle à jouer dans le secteur de l'eau en suivant une orientation stratégique précise, laquelle comprend, entre autres, le renforcement des capacités, l'environnement durable, le développement institutionnel, la mise en œuvre ou le renforcement du S&E dans les services publics.

Pour finir, il a exhorté le CST à pleinement participer en formulant des idées qui permettront de réaliser les objectifs du thème du CST, à savoir : « Exploiter les technologies de l'information et de la communication pour accélérer l'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour tous » ; à partager les expériences et à trouver de nouvelles solutions pour relever les défis auxquels est confronté le secteur de l'eau.

M. Usher Sylvain, Directeur administratif de l'AAE, a lui aussi souhaité la bienvenue à la délégation, puis a exprimé sa gratitude à Son Excellence le Président de l'Ouganda pour avoir accueilli le CST dans le pays. Il s'est par ailleurs émerveillé de la beauté de l'Ouganda et de l'abondance de ses ressources naturelles. Il a ensuite manifesté sa confiance dans les capacités du CST pour formuler des bonnes pratiques dans le cadre de son thème, lesquelles seront mises en œuvre dans les pays d'origine des membres. Il a remercié le Directeur général de la NWSC et le Président du Conseil d'administration pour leur grande flexibilité, les délais pour accueillir le CST ayant été relativement courts. Il a également remercié la NWSC d'avoir l'AAE à cœur, en organisant cinq (5) précédentes éditions des Assises du CST, en plus des salons d'exposition. Il a relevé que tous les événements organisés par l'Ouganda ont été couronnés de succès, les 79e Assises ayant enregistré le nombre le plus élevé d'exposants (27). Il a attribué cette réussite au dynamisme du Directeur général de la NWSC, un dirigeant qui transcende les frontières du pays et démontre un grand intérêt à renforcer les capacités des services publics en Afrique et dans le reste du monde. Il a ajouté qu'en raison de l'engagement de la NWSC, le Conseil exécutif de l'AAE envisageait d'organiser l'édition 2020 de son congrès et son salon d'exposition en Ouganda ; le Conseil devrait prendre sa décision lors de sa réunion après les Assises. Pour finir, M. Usher a affirmé que les TIC représentaient une arme dans la lutte pour améliorer le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Dr Eng. Silver Mugisha, Directeur général de la NWSC, a fait ressortir le rôle clé de son organisme dans l'AAE. Il a énuméré les réussites de la NWSC, en mettant l'accent sur la croissance majeure de la Société, laquelle est passée de 23 à 240 villes en quatre (4) ans. Il a souligné une autre réussite notable de la NWSC, à savoir l'augmentation des excédants, passant de 10 à 30 millions de dollars EU, lesquels ont été consacrés à l'expansion des services. Il a ajouté que le chiffre d'affaires annuel s'était également accru, passant de 40 à plus de 100 millions de dollars EU. Ensuite, le Directeur général a exprimé sa gratitude envers ses prédécesseurs pour avoir bâti des fondations solides. Il a conseillé au CST de mettre l'accent sur l'environnement aux fins de durabilité du secteur de l'eau. Il a souhaité que le thème du CST, à savoir « Exploiter les TIC » soit utilisé comme guide, en faisant remarquer que les problèmes dans le secteur de l'eau n'étaient pas identiques dans l'ensemble des pays. Par conséquent, ce forum devrait servir à partager les réussites et les échecs, de sorte que les membres puissent adopter et adapter des solutions TIC ou piocher des idées pour leur pays. Par ailleurs, il a encouragé les membres à se pencher sur l'émergence des intérêts politiques, lesquels font naître des conflits, par exemple : la croissance des revenus ou l'accessibilité des services, le service ou le profit, le recrutement basé sur le mérite ou l'équilibre régional ; il est donc nécessaire d'aplanir ces conflits d'intérêts. Pour finir, le Directeur général a fait part de son ambition de devenir Vice-président de l'IWA, un poste qui lui permettra de défendre les intérêts de l'Afrique, d'adapter les offres à l'Afrique et de garantir des partenariats plus étroits à l'international pour le continent.

Dr Eng. Chris Ebal, Président du Conseil d'administration de la NWSC, a été honoré d'accueillir le CST pour la deuxième fois au cours de son mandat, se réjouissant de la présence du ministre et du rôle que le gouvernement joue dans la prestation de services de la NWSC. Il a félicité la NWSC pour son travail relativement aux clubs de la SWAS, en soulignant que l'année dernière, cette institution avait eu pour objectif de planter un million d'arbres et que cette année elle avait déjà réalisé 50 % de cet objectif. Il a demandé au CST de trouver des solutions pratiques à nos problèmes d'eau en vue de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (ODD). En outre, s'appuyant sur les performances des clubs SWAS, il a encouragé l'apprentissage de la durabilité des ressources hydrauliques aux enfants, et ce, dès le plus jeune âge. Pour finir, il a félicité le gouvernement de l'Ouganda d'avoir créé un bon environnement de travail pour que la NWSC puisse mettre en œuvre ses plans, conformément à la direction stratégique et au plan institutionnel.

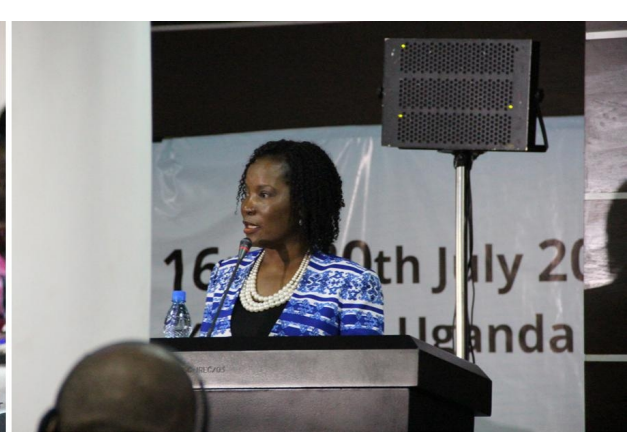
L'invité d'honneur, l'Honorable Ronald Kibuule, ministre d'État de l'Eau, a confié aux invités que le gouvernement de l'Ouganda attachait une grande importance au secteur de l'Eau. Il a exhorté les membres à s'attaquer à la question de la distribution équitable de l'eau et de l'assainissement, en citant l'inclusion des pauvres, 2,1 milliards de personnes n'ayant pas accès à l'eau et 4,5 milliards autres n'ayant pas accès aux services d'assainissement. C'est ainsi que le mauvais assainissement a mené à une augmentation des taux de mortalité. Il a ensuite annoncé que l'Ouganda visait une couverture de services de 100 % d'ici 2020. Pour finir, il a remercié tous les exposants et a déclaré ouvertes les 79e Assises du CST de l'AAE.

DEUXIÈME SESSION

Panel de haut niveau

Cette session a été animée par un panel de haut niveau débattant sur le thème « **Exploiter les technologies de l'information et de la communication pour accélérer l'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour tous ».** Le modérateur, M. Micheal Niyitegeka, Chef du bureau ougandais des permis de conduire électroniques, a introduit le thème en posant deux questions clés au CST : « Quel rôle les TIC peuvent-elles jouer dans l'accélération de l'accès durable à l'eau et à l'assainissement et comment exploiter la puissance des TIC dans le secteur de l'eau ? »

M. Olivier Gosso, Directeur de production de la SODECI à Abidjan, a effectué une présentation. La présentation a permis de décrire dans le détail les travaux du Centre technique/de relations avec les clients de la SODECI, lequel a été établi en 2017 pour accélérer les services et améliorer la satisfaction des clients. En 10 ans, la SODECI a pu doubler le nombre d'utilisateurs d'eau.
Le Centre de relations avec les clients a été essentiel pour traiter efficacement les plaintes des clients, et ce, en assignant des équipes dans des véhicules d'intervention aux différentes zones d'Abidjan.
Les utilisateurs peuvent joindre le Centre de relations par courriel, et 60 utilisateurs peuvent se partager des lignes téléphoniques interactives. Grâce au Centre, les clients sont maintenant assurés d'une réponse rapide (1 minute et 26 secondes). Par ailleurs, huit (8) agents de l'équipe sont chargés de s'attaquer aux problèmes d'eau et d'assainissement pour garantir leur résolution rapide. Par la suite, M. Gosso a mis en exergue les outils clés d'innovation du Centre, notamment 15 logiciels, un logiciel de maintenance, un système de suivi de la flotte et des centres de contrôle à distance à Abidjan, entre autres. Il a également fait part de plans visant à élargir les services du Centre au paiement de factures, de sorte que les fonds aillent directement dans le compte de la SODECI au lieu d'utiliser des plateformes d'argent mobile.



Exposition
Après la cérémonie d'ouverture, le ministre et la délégation ont officiellement ouvert l'exposition et visité certains stands, puis ils ont pris une photo de groupe.

Panel de discussion
Le panel, qui était composé de trois personnalités, à savoir Dr Eng Silver Mugisha, Directeur général de la NWSC, Mme Nontombi Maphanga de Swazi Water et M. Colin Paton, Directeur général de Klomac Engineering CC, Afrique du Sud, a été invité à s'exprimer sur le thème.

Mme Nontombi Maphanga, Directrice des services techniques, Swazi Water, Swaziland, a indiqué que le ministère des TIC avait un grand rôle à jouer dans la prestation de services, l'outil clé étant l'information ou la gestion des données.
Elle a expliqué que le rôle clé du leadership dans la gestion de l'information dans les TIC consistait à élaborer des politiques et à faire de la planification stratégique en vue de maximiser les avantages des TIC. Elle a ajouté qu'il était nécessaire de s'engager à renforcer les capacités et le financement, ainsi que le suivi et l'évaluation, et le développement institutionnel.

Dr Eng. Silver Mugisha, Directeur général de la Société nationale de l'eau et de l'assainissement (NWSC) en Ouganda, a expliqué comment les TIC avaient servi à améliorer les services de la NWSC, en soulignant trois questions clés à examiner lors de la mise en œuvre des solutions TIC :

i) le coût par rapport aux avantages, par exemple les gains en efficience optimisant les TIC lors de la mise en œuvre de la prestation de service ;
ii) l'accent sur la capacité locale. Les innovations en matière de TIC n'ont pas à être importées, il faut plutôt recourir aux ressources locales ;

iii) les prix unitaires des solutions par rapport aux niveaux de production, ce qui nécessite de songer à la mise en place d'une carte de résultats équilibré. Par ailleurs, il a indiqué que les solutions TIC devaient être mises en œuvre pour des raisons de nécessité et non de prestige.

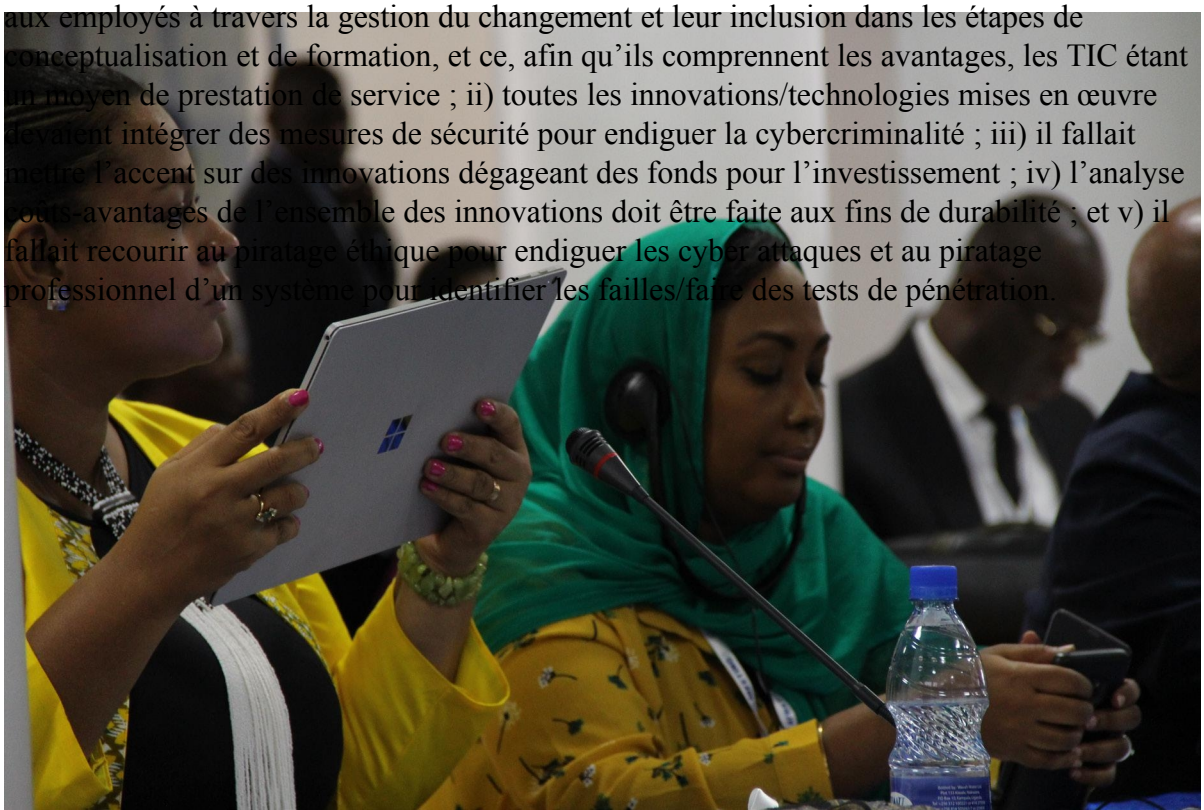
Sur la question de savoir ce qu'il faudrait pour faire passer les TIC à des niveaux différents, il a répondu qu'il existait un moyen de mise en œuvre graduelle, en commençant par une première phase, puis en procédant par échelon. De cette façon, la première phase pourrait consister à démontrer la valeur, à mesure que l'on passerait aux phases suivantes.

Quant à la question de savoir dans quelle mesure le consommateur a été pris en compte dans l'écosystème d'innovation, il a répondu en utilisant la règle des 80-20 % qui consiste à se concentrer sur 20 % des gens pour générer 80 % de profits. Pour ce qui est de répondre aux plaintes des clients, il a donné l'exemple de l'utilisation de la plateforme Twitter.

M. Colin Paton, Directeur général de Klomac Engineering CC, Afrique du Sud, a expliqué ce que les services publics devaient rechercher du point de vue des entrepreneurs. Il a souligné l'importance de la gestion, laquelle ne consiste pas seulement à partager des informations, mais également à savoir à quelles fins on les utilise, par exemple, mettre en place un service pour suivre les informations en ligne stockées dans une zone centrale à l'usage des départements concernés, etc.

Les discussions avec le public ont mis l'accent sur la prise en compte de tous les consommateurs lors de la mise en œuvre de solutions TIC, en particulier les populations démunies. Certains ont posé des questions sur le financement des solutions TIC, sur la gestion de la perception du consommateur envers les innovations et sur les indicateurs de performance utilisés pour évaluer les centres de service à la clientèle. La question de la lutte contre la cybercriminalité a également été soulevée.

Les panélistes ont répondu en expliquant que : i) l'on pouvait faire accepter les solutions TIC aux employés à travers la gestion du changement et leur inclusion dans les étapes de conceptualisation et de formation, et ce, afin qu'ils comprennent les avantages, les TIC étant un moyen de prestation de service ; ii) toutes les innovations/technologies mises en œuvre devaient intégrer des mesures de sécurité pour endiguer la cybercriminalité ; iii) il fallait mettre l'accent sur des innovations dégageant des fonds pour l'investissement ; iv) l'analyse coûts-avantages de l'ensemble des innovations doit être faite aux fins de durabilité ; et v) il fallait recourir au piratage éthique pour endiguer les cyber attaques et au piratage professionnel d'un système pour identifier les failles/faire des tests de pénétration.



TROISIÈME SESSION

La Présidente suppléante du CST de l'AAE, Dr. Rose Kaggwa, a ouvert la troisième session en donnant un aperçu de la discussion de la matinée :

- nécessité d'exploiter les talents dans la salle pour créer le changement ;
- nécessité de continuer sur la lancée de nos prédécesseurs ;
- nécessité d'adopter et d'adapter ;
- trouver des solutions pratiques pour s'attaquer aux problèmes de l'Afrique ;
- prestation de services équitable pour tous, notamment les populations pauvres ;
- utilité des TIC dans un service public : réduire l'eau non facturée ; mieux gérer les services, utiliser les TIC aux fins de prise de décision ;
- approche par phases pour une mise à l'échelle ;
- investir dans des innovations dégageant des fonds pour l'investissement ;
- utiliser les TIC comme moyen de prestation de services ;
- utiliser les outils TIC les plus accessibles, comme les réseaux sociaux (Twitter, etc.) ;
- utiliser des tests de pénétration et le piratage éthique pour empêcher les cyber-attaques.

Outils TIC pour accélérer l'accès durable à l'eau et à l'assainissement pour tous en Afrique. Première étude de cas : la NWSC, en Ouganda

M. John B Nkwanga, Directeur informatique principal de la NWSC, a fait une présentation soulignant les diverses innovations de la NWSC en matière de TIC, et leurs avantages pour la prestation de services. Il a expliqué l'évolution de l'informatique au sein de la NWSC, en citant certaines réalisations. L'une d'entre elles a été le système informatique centralisé, lequel permet à 240 villes d'être connectées au centre et suivies grâce à un outil de surveillance. Ainsi, l'équipe est immédiatement avisée en cas de panne de réseau dans une localité. Au nombre des autres réalisations notables, il a cité l'intégration de l'ensemble des systèmes informatiques, ce qui a permis d'intégrer le système de facturation à iScala, à e-water, à Procurement, à GIS et à CRM. Cette mesure a eu l'avantage de faciliter l'élargissement rapide de la couverture, et ce, à un coût minimum étant donné qu'elle a éliminé l'achat de serveurs pour la facturation et l'achat de licences.

Au nombre des autres étapes dans l'évolution des TIC au sein de la NWSC, l'on compte :

L'informatisation des processus de base, notamment la facturation, la gestion et le suivi du paiement des clients, lequel est intégré aux canaux de recouvrement (banques, sociétés de télécommunication, etc.) ; la gestion de la relation client, laquelle relève les incidents puis les fait remonter aux personnes responsables ; une application mobile accessible aux clients ; l'engagement et la gestion des parties prenantes (lignes téléphoniques gratuites et plateformes de réseaux sociaux). Il a également parlé des innovations en cours, notamment la gestion des compteurs, un système de compteur prépayé, Internet des objets, une solution de compteur intelligent, ainsi que les futurs plans de la Société, notamment l'informatique en

nuage, les réseaux intelligents, la gestion de la flotte et l'élargissement du système SCADA aux usines de production de petite taille.

Deuxième étude de cas : la SODECI, en Côte d'Ivoire

M. Aimé Loukou a présenté l'évolution de la SODECI dans le domaine des TIC, notamment l'utilisation de compteurs prépayés, la détection de sabotage de compteurs ou encore la facturation intelligente. Son exposé a principalement porté sur l'expérience de la SODECI quant aux compteurs intelligents. Il a expliqué que la décision de se lancer dans les compteurs intelligents a été prise après s'être rendu compte que l'augmentation de la clientèle nécessitait de changer les choses. Avant l'introduction de cette innovation, chaque agent était chargé de 2000 à 3000 clients, ce qui leur était fastidieux. Les compteurs intelligents ont donc permis de réduire l'eau non facturée, étant donné que des alertes signalent les manipulations de compteurs. L'utilisation de ces compteurs a également permis de réduire les délais, en passant de 48 heures à 1 heure pour 3000 à 4000 compteurs. Ainsi, la facturation peut s'effectuer à temps. Les compteurs intelligents permettent en outre de personnaliser la facturation de façon hebdomadaire ou bimensuelle, en vue de répondre aux besoins des clients ne disposant pas de salaires mensuels. Une enquête de satisfaction a révélé que 56 % des clients préféraient le prépaiement ; 68% ont indiqué qu'il leur était facile de réguler leur consommation d'eau grâce à cette technologie et 67% s'en sont dits satisfaits, 17 % très satisfaits et les autres insatisfaits. M. Loukou a néanmoins admis que les compteurs intelligents posaient certaines difficultés, notamment leur coût. En effet, ils sont 5 fois plus chers que les compteurs traditionnels, alors que les tarifs doivent rester accessibles. Une deuxième difficulté tient au fait que les employés sentent que leur travail est menacé, d'où la nécessité d'un changement de politique.

Troisième étude de cas : Swaziwater, au Swaziland

M. Innocent Mbongiseni, le Directeur informatique de Swaziwater a présenté les développements de SWSC en matière de TIC, notamment le passage d'une architecture traditionnelle à une architecture virtuelle (many: 1), le centre de production de données et le site de reprise après sinistre, la distribution automatisée pour les DMA, le fonctionnement à distance de processus d'opération clés, le système AMR pour réduire l'eau non facturée, entre autres. Il a mentionné les défis – politiquement motivés – liés à la forte demande de services, à la surréglementation des autorités, aux processus bureaucratiques d'approbation des tarifs, aux coûts de production élevés et au changement climatique qui affecte la production d'eau. Par ailleurs, M bongiseni a expliqué comment son entreprise utilisait les plateformes numériques comme Facebook, ce qui lui permet de se connecter à environ 10 % de ses clients et d'améliorer la transparence et la reddition de comptes vis-à-vis d'eux. Les plateformes numériques ont aussi permis à l'entreprise de recevoir des rétroactions des clients et d'améliorer son image publique. Au nombre des autres réalisations, l'on compte la documentation zéro papier – en particulier dans le département administratif ; les postes de personnel obsolètes ; la réduction de la charge de travail nécessaire aux tâches ;

l'amélioration de l'indice du service à la clientèle ; l'amélioration de la qualité des effluents (de 52 à 77 %) ; une meilleure conformité de la qualité de l'eau.

Observations, commentaires et conclusions

Le public a posé des questions sur la quantité d'énergie consommée par les compteurs intelligents, sur l'existence d'un plan d'étude des énergies renouvelables et sur la façon dont les TIC pouvaient s'appliquer aux opérations d'assainissement. Le public a également formulé des commentaires sur la réparation des compteurs intelligents, laquelle semble coûteuse et non durable. Il s'est ensuite demandé s'il ne valait pas mieux de mettre l'accent sur une gestion plus efficace des fuites et des dégâts au lieu d'utiliser des compteurs intelligents. Sur ce point, il a été répondu que les réparations n'étaient pas si coûteuses et qu'elles consistaient juste à remplacer la batterie au lithium, ce qui survient tous les 7 à 10 ans. Il a également été indiqué que le taux de lecture des compteurs avait augmenté, passant de 350 à 600 lectures quotidiennes. Certains se sont interrogés sur le temps nécessaire pour intégrer les données de paiement des clients dans le système. D'autres ont posé des questions sur la réparation ou la gestion des compteurs intelligents et la gestion des casses et d'un dysfonctionnement du système.

Par ailleurs, il a été demandé aux panélistes des éclaircissements sur l'impact de l'informatique au sein de la NWSC (en donnant des chiffres), de mieux définir la surréglementation et d'en dire davantage sur l'outil de gestion de la flotte. En ce qui concerne la surréglementation, les panélistes ont cité en exemple les projets de construction devant obtenir l'approbation de régulateurs, ce qui retarde le processus et entraîne le non-respect des dates butoirs. Quant à la valeur de l'informatique au sein de la NWSC, l'efficience du recouvrement s'est accrue, passant de 80 % à 99-105 % grâce au paiement électronique. De plus, il a été constaté une réduction significative des coûts, étant donné qu'il n'est plus nécessaire d'installer un serveur dans chaque zone. La fermeture des centres de caisse a également réduit les coûts de sécurité ainsi que le besoin de camions blindés et de personnel.

CONFÉRENCE TECHNIQUE

Première conférence technique : SOLUTIONS D'ITRON POUR EXPLOITER ET MAINTENIR L'ACCÈS À L'EAU POUR TOUS EN AFRIQUE – ITRON AFRIQUE

M. Babaka Diba, Directeur général d'ITRON, a effectué une présentation portant sur la commercialisation des compteurs et le concept de solutions intelligentes pour répondre aux besoins des clients. M. Diba a également mis en exergue les avantages de ses solutions, notamment la réduction des fuites physiques, du temps de lecture et du personnel, et ce, en citant l'étude de cas de Bujumbura.

Deuxième conférence technique : NOUVELLE UNITÉ D'ÉLETROCHLORINATION POUR LES USINES DE PETITE TAILLE – EVOQUA

Le conférencier de Wallace et Tiernan a expliqué qu'en raison des défis liés à la réduction et/ou l'approvisionnement peu fiable de chlorine, il est nécessaire d'adopter un système portable alternatif de désinfection des eaux. Il a ensuite fait une démonstration de l'électrolyseur OSEC–L qui produit la chlorine sur le site, en utilisant du sel et de l'électricité, et celle-ci peut s'utiliser dans des unités de production de petite taille.
Par la suite, les exposants ont chacun présenté leur entreprise et ses services.

DEUXIÈME ET TROISIÈME JOURNÉES

QUATRIÈME SESSION

RÉUNIONS DE COMITÉS SPÉCIALISÉS

L'ouverture des travaux du CST a eu lieu le mardi juillet 2018 après l'arrivée et l'enregistrement des participants. Le Président du CST de l'AAE, Dr Papa Samba Diop et la Présidente suppléante, Dr Rose Kaggwa, ont fait des déclarations liminaires.
Le Président du CST a résumé les principaux domaines d'action des 79e Assises du CST, en particulier la révision de la feuille de route de l'AAE élaborée lors du Congrès de Bamako. Il a souligné que le CST devait se baser sur les réalisations déjà accomplies, en notant que le travail de l'Association était conforme aux ODD. Il a pointé la nécessité de générer des idées et de solliciter tous les opérateurs commerciaux en vue d'échanger des idées. Par ailleurs, il a insisté sur le besoin d'améliorer la visibilité de l'AAE en tant qu'institution, de trouver de nouveaux mécanismes de financement et de gestion de l'ensemble des programmes, ainsi que

d'améliorer la communication interne et externe. Il a également relevé la forte participation d'une réunion d'un Comité spécialisé à l'autre, et souhaité que ces Comités continuent sur cette lancée, car cela profite à leur productivité. Il a indiqué qu'il fallait réviser les Statuts (en raison des changements dans l'environnement), et que les lois devraient se conformer aux nouveaux développements. Il a terminé en se penchant sur d'autres questions, comme la nécessité d'un plan d'action transparent et d'un changement de paradigme dans l'ensemble des activités (présenter les idées de façon plus attractive).

En outre, un conférencier a fait une présentation sur le Congrès de Bamako en 2017. Il a tout d'abord fait un rapport détaillé des activités du Congrès. Le premier sujet qu'il a abordé était l'organisation du Congrès par des comités d'organisation locaux constitués aux fins de prise de décision au niveau local. Ces comités ont également effectué des évaluations comparatives et compilé les expériences des précédents congrès pour faciliter le processus de prise de décision. En matière de communication, le principal canal était le site Web sur lequel se sont inscrites 825 personnes.

Un total de 460 personnes se sont inscrites et 369 d'entre elles ont effectué le paiement. La communication a également été assurée par le ministère, en interne au sein de SOMAGEP à travers le bulletin d'information interne ; par des communications externes avec différents congrès ou différentes entreprises d'assainissement ; et par la promotion du Congrès lors de divers événements. En outre, des interprètes ont été recrutés pour veiller à une communication efficace. En termes de ressources, la structure s'est appuyée sur un certain nombre de piliers, lesquels comprenaient l'enregistrement, le parrainage (platine, or, argent) et sur un budget de 126 millions. Un compte a été ouvert pour faciliter la gestion de ces fonds. Toutes les activités prévues ont été exécutées, notamment les activités préliminaires et de multiples activités parallèles. Le Congrès a commencé par une cérémonie d'ouverture présidée par le ministre de l'Eau, puis des échanges internationaux ont eu lieu. Par la suite, l'exposition s'est déroulée, avec un total de 90 exposants. Un cocktail a clôturé la journée de cérémonie d'ouverture organisée par le Président. Le Congrès a enregistré 1200 participants de 42 pays, 4 sessions plénières, 5 événements pré-congrès et une assemblée générale. Le Congrès s'est terminé par un dîner-gala et un spectacle d'orchestre.

Présentation sur les femmes professionnelles dans le secteur de l'eau (PW4WATSAN)
Présentation de la situation des femmes dans les groupes « d'eau » dans différents pays :

Pays	Nombre de membres	Date de création	Présidente
Ouganda	75	2016	Irene Mwase
Bénin	20	Mai 2018	
Burkina Faso		Février 2017	Sanou. H. Juliette
Côte d'Ivoire	60	Février 2017	N'Diore Adele
Djibouti	20	Avril 2018	Mariam Ahmed
Ghana	36	Juillet 2017	
Guinée Conakry	16	Juillet 2017	
Kenya	21		Margaret Maina
Malawi		Juin 2017	Lessa Banda

Mali	50	Juin 2017	
Nigeria	5	Juillet 2017	Agbo Cordelia Ijeoma
Sénégal		Décembre 2017	Fatou N'diaye
Togo	123	Mars 2018	Isabelle Lene
Afrique centrale			

Présentation d'Eng. Philip Gichuki sur l'amélioration des infrastructures « vertes » pour renforcer la sécurité de l'eau – Programme du Water Fund en Afrique.

Dans sa présentation, Eng. Gichuki a posé la question suivante « Que peut-on faire pour améliorer la conservation des ressources en eau ? ». Il a expliqué que l'un des défis du captage de l'eau était la perte d'environ 3,2 millions d'hectares de forêt chaque année, ce qui affecte les ressources en eau. De grandes sommes sont dépensées pour atténuer la dégradation des ressources en eau. Il a cité l'exemple de New York qui, il y a des années, a investi dans la protection des sources d'eau et profite actuellement de l'avantage de ne pas avoir à traiter l'eau. Il a également mentionné le Programme du Water Fund dont les activités consistent, entre autres, à mobiliser les ressources nécessaires à la conservation du captage de l'eau, et à rassembler le secteur public et privé ainsi que les communautés pour contribuer à la conservation du captage. L'organisme œuvre également à trouver des solutions naturelles et à gérer de façon durable les sources d'eau. Au nombre des bienfaits de ce concept, l'on compte la réduction des coûts de traitement de l'eau, étant donné que l'on utilise moins de produits chimiques ; des avantages sur la biodiversité, la sécurité hydrique et l'atténuation des inondations. Il a également souligné les réalisations du Water Fund dans le monde, à savoir : 35 structures du Water Fund au niveau mondial, 60 années couronnées de succès en matière de distribution d'eau fraîche, 210 experts du Water Fund au niveau mondial, dont 40 en Afrique. Il a terminé en faisant part d'un des cas de succès du Water Fund, le projet Upper Tana à Nairobi, qui a été en mesure de conserver 8500 plantations de café et 21 500 acres, de protéger 80 km de la rivière Riparian et d'accroître de 40 % le rendement, passant à 2 millions de kilogrammes de cerises.

M. Usher Sylvain s'exprimant sur les activités du Bureau exécutif

Il a tout d'abord déclaré que la mission du Bureau exécutif de l'AAE était de mettre en œuvre les décisions du CST. Ensuite, il a dressé la liste des objectifs stratégiques, lesquels comprennent le renforcement des structures de gouvernance, le renforcement des capacités des services publics de l'eau en Afrique, d'accroître la visibilité des services publics de l'eau et d'augmenter les adhésions à l'AAE. Au nombre des mesures prises pour réaliser le premier objectif, à savoir le renforcement des structures de gouvernance, l'on compte la délégation de pouvoirs aux vice-présidents, l'élaboration d'un plan de gestion auxquels des changements seront faits, et le recrutement de 3 nouveaux employés clés. En matière de renforcement des capacités, il est prévu de mettre en place une école pleinement fonctionnelle d'ici 2020, d'effectuer des missions pour améliorer les laboratoires au Nigeria et des missions de présentation- un atelier a été organisé et les partenaires du RASOP ont évalué les activités. L'Afri-alliance sera chargée de l'adaptation et de la résilience face au changement climatique,

d'abord en identifiant les besoins en termes de recherche, puis en formant, tous les 7 mois, des groupes d'action correspondant aux comités spécialisés.

En matière de mobilisation financière, des réunions avec la Fondation, Bill et Melinda Gates ont été organisées et l'autorisation de préparer une proposition pour le RASOP a été obtenue Par ailleurs, l'USAID et WASH ont accordé des fonds pour la Côte d'Ivoire et le Bénin en vue de développer et former les municipalités. Il est également prévu de construire l'Académie Africaine de l'Eau qui sera consacrée au leadership et à la gestion pour le changement. Cette institution sera décentralisée et installée dans plusieurs localités afin que les formations soient dispensées partout.

Afin de réaliser l'objectif stratégique de promouvoir la visibilité, un atelier d'échange sera organisé à Dakar. L'organisation d'une conférence sur l'eau au Nigeria est l'une des priorités du prochain trimestre. La Banque mondiale mène actuellement une étude sur ce pays et des mesures devraient y être mises en place pour améliorer la situation de l'eau et de l'assainissement. La Fondation Dangote prend aussi des initiatives en la matière. La Semaine africaine de l'eau au Gabon est une autre priorité pour ce trimestre, elle se tiendra en octobre et des informations seront partagées avec le Conseil.

Discussion

Certains se sont demandé quelle a été l'approche adoptée pour mobiliser des financements en faveur des projets d'assainissement des services publics et quels ont été les critères de sélection du financement octroyé à la Côte d'Ivoire et au Bénin. Il leur a été répondu que l'USAID et la Fondation Bill et Melinda avaient pris leur décision selon leurs objectifs. D'autres se sont demandé qui dirigeait Water Fund. Il leur a été répondu que le service public devait prendre la direction du Water Fund, et ce, aux fins d'efficacité. À titre d'exemple, à Nairobi, le Nairobi Water a pris la direction et il a été rejoint par l'autorité de gestion des ressources en eau.

v) Présentation d'Athena Infonomics sur la nouvelle version de la boîte à outils de gestion des matières fécales de l'AAE

La boîte à outils de gestion des matières fécales est une plateforme regroupant les outils que les praticiens peuvent utiliser pour gérer les matières fécales sur le site. À ce jour, les rétroactions sur l'outil sont qu'il manque de convivialité et de transparence, qu'il n'offre pas de contextualisation et ne répond qu'aux besoins des anglophones, car il n'est pas traduit en français.

Les objectifs clés de la boîte à outils de gestion des matières sont désormais de :

- créer des versions très personnalisées de la boîte à outils ;
- simplifier le contenu dans un format facile à consulter ;
- traduire le contenu en français ;
- déconstruire les outils, supprimer les répétitions et fusionner les fonctions identiques.

La plateforme dispose désormais de 4 outils :

- évaluation situationnelle – évaluation de l'écosystème ;
- planification des infrastructures : infrastructures de traitement régional et infrastructures dans toute la ville ;
- mise en œuvre : modèles d'affaire de la gestion des matières fécales ;
- suivi : suivi de l'efficacité de la prestation de service en matière de gestion des matières fécales.

En ce qui concerne les exigences de haut débit, des avertissements seront mis en évidence ; les utilisateurs devront accès aux formules utilisées et à l'évaluation, ils auront accès aux données terminales et des protocoles de collecte des données seront suivis.

Tous les Comités scientifiques ont présenté leurs activités et leurs objectifs en cours pour le CST.

SESSIONS PARALLÈLES

Le Conseil scientifique et technique (CST) est composé de quatre Comités scientifiques (SC) pour discuter des questions de gestion, juridiques, financières et techniques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dans des sessions parallèles.

Premier Comité spécialisé : Administration et gestion

Le travail du CS 1 a mis l'accent sur les points suivants :

- Examen du CST de Bamako ;
- Analyse du groupe de travail sur la communication, renforcement de la communication ;
- Exploitation des plateformes de partage de connaissances ;
- Examen du programme de bourse ;
- Examen du réseau des femmes; participation des femmes dans les CST ;
- Examen des classes de Master ;
- Liste pour la gestion des compétences ;
- Retour sur la Journée d'ouverture et le format du CST ;
- Amélioration de la visibilité de l'AAE au niveau international ;
- Augmentation des chiffres/les adhésions ;
- Identification de nouveaux thèmes ;
- Programme d'évaluation comparative.

Recommandations

- Formation continue pour les jeunes professionnels de l'eau : cette initiative n'était pas amorcée, mais des comités ont été formés ;
- Transfert des connaissances des seniors aux juniors : des comités ont également été formés à cet effet ;

- Sensibilisation pour la mise en place d'associations nationales de jeunes professionnels de l'eau et de femmes dans le secteur de l'eau : ce projet a été achevé.

Deuxième comité spécialisé : Technique

Le travail du CS 1 a mis l'accent sur les points suivants :

- Renforcer les capacités techniques, en particulier dans le domaine des eaux non facturées : formations des auditeurs d'eaux non facturées ;
- Outil de l'AAE pour les eaux non facturées ;
- Changement climatique, qualité de l'eau : revitaliser les groupes de travail sur les ressources en eau ;
- Création de nouveaux groupes de travail sous le CS ;
- Symposium sur la qualité de l'eau : engagement de parties prenantes de haut niveau pour plaider en faveur de la qualité de l'eau dans les services publics, les TdR connexes sont prêts ;
- L'équipe sélectionnera des comités scientifiques : les critères de sélection des comités scientifiques doivent être définis ;
- Audit sur les eaux non facturées : le calendrier a été élaboré pour 21 pays. Les membres qui ont été formés devraient procéder aux audits au cours du trimestre ;
- D'ici novembre 2018, une note conceptuelle sera rédigée aux fins de financement et les préparations des rapports seront effectuées le mois suivant ;
- L'atelier financé par les donateurs sera organisé en juin 2019 pour l'AAE et tous les pays audités.

Troisième comité spécialisé : Assainissement et environnement

Le travail du CS 1 a mis l'accent sur les points suivants :

- Renforcement des capacités en matière d'assainissement, mise en œuvre d'un programme de formation – d'une classe de Master ;
- Validation de la feuille de route et examen des recommandations formulées au Congrès de Bamako ;
- Améliorer l'assainissement ;
- Intégrer l'environnement et le changement climatique dans les indices de progrès ;
- Gestion des matières fécales : partager les informations.

Discussion au cours de la réunion en petit groupe

1. Création de 4 groupes de travail:
    i. Boîte à outils de gestion des matières fécales ;
    ii. Assainissement en milieu rural : des toilettes pour tous ;
    iii. Préservation des ressources d'eau en Afrique et résilience au changement climatique ;

iv. Mise en place d'indicateurs de performance.

2. Suivi des recommandations du RASOP à Bamako :
   - Évaluation des activités du RASOP (activités complémentaires) ;
   - Traduction de la boîte à outils : doit être faite par Anthena Infonomics ;
   - Sélection d'un consultant pour l'évaluation du RASOP dans chaque pays ;
   - Mise en place de projets rentables facilités par la Facilité africaine de l'eau ;
   - Diffusion de l'expérience du RASOP : à travers des fiches d'information ; des affiches et des brochures pour toutes les villes. De plus, des conférences ont été organisées pour diffuser l'information.
   - Les résultats du RASOP ont été présentés lors du 8e Forum mondial de l'eau organisé au Brésil et du Congrès de l'AAE à Bamako ;
   - Une formation en ligne n'a pas été dispensée, mais la planification est en cours et elle intégrera des femmes et des jeunes professionnels ;
   - Mise en place d'une Fédération africaine de la gestion des matières fécales, lancée à Abidjan, et en Ouganda. Rien n'a été fait à Yaoundé.
   - Le RASOP a aidé dans l'organisation de la collecte des eaux usées à Bamako, à Yamoussoukro et à Yaoundé ;
   - Mise en place de la gestion des matières fécales : action déjà mise en place à Kampala et un atelier de formation à l'intention des opérateurs de matières fécales a été organisé à Abidjan ;
   - Un rapport d'examen des médias du CS3 (février-mars 2018) a été rédigé et les TdR de la session du CS3 ont été élaborés pour le mois de juillet (CST de Kampala)

Remarque : le temps alloué au CS3 est insuffisant et les membres devraient consacrer du temps pour travailler entre les CST. Une plateforme devrait également être créée pour échanger sur ce point.

   - Diffusion de l'information : réunion de l'AMCOW en 2019 ; l'AAE présidera le comité d'assainissement au cours de cette réunion ;
   - Indicateurs de performance ;
   - Sélection d'un consultant ;
   - Les indicateurs de performance seront affinés et finalisés. Un groupe de travail a été formé à cet effet.
   - Programme de classe de Master : aucune information disponible sur ce point ;

- Toilettes pour tous : des discussions ont eu lieu et le sujet sera traité par les groupes ;
- Assainissement en milieu rural : des groupes de travail discuteront de ce point en détail ;
- Phase 2 de l'évaluation des contributions du RASOP : aucune information disponible sur ce point.

Quatrième comité spécialisé : Stratégie

Le travail du CS 4 a mis l'accent sur les points suivants :

- Examen des enseignements et des réussites du Congrès au Mali ;
- Gestion des événements des congrès importants ;
- Gestion financière ;
- Valeur ajoutée pour les parrains du CST et des Congrès ;
- Sécurité des pays d'accueil du Congrès et du CST ;
- Organisation d'événements internes.